



Alimentation et santé

Depuis toujours, les Verts se battent contre l'agriculture intensive polluante, les engrais chimiques et les produits phytosanitaires toxiques. Nous encourageons l'agriculture paysanne de qualité, des circuits de commercialisation courts. Dans ce sens, nos élus locaux travaillent au développement de l'agriculture biologique et à l'introduction de produits bio dans la restauration collective. Nous avons dénoncé la malbouffe produite par l'industrie agro-alimentaire et commercialisée par les grandes surfaces. Cela ne suffit pas.

Conscients qu'un milliard d'être humains souffrent de la faim, en raison notamment du poids de l'empreinte écologique de l'alimentation des pays riches sur les pays du Sud, nous militons pour un meilleur partage des ressources, ce qui signifie en particulier diminuer la part des produits d'origine animale au profit des protéines végétales dans nos menus. C'est une condition primordiale si on veut pouvoir nourrir les 9 milliards d'habitants de la planète annoncés pour 2050. Elle est cohérente avec la lutte contre les graves déséquilibres entraînés par l'élevage intensif et la surpêche.

Selon les chercheurs qui sont intervenus lors de nos journées d'été à Nîmes, l'amélioration générale¹ de l'état de santé des Français, notamment la diminution de la fréquence des maladies cardiovasculaires, est ralentie par l'irruption d'épidémies nouvelles de diabète et d'obésité, qui frappent d'autant plus fort que les revenus des foyers sont faibles².

La majorité des Français sont aujourd'hui « exposés » (par le biais de la publicité, par l'offre de la grande distribution...) à une offre alimentaire néfaste pour la santé (produits trop gras, trop sucrés, trop salés, trop raffinés, trop de laitages, trop de viandes).

Nous subissons les conséquences de l'insuffisance des connaissances en nutrition (recherche, formation), de l'absence de réglementation (grandes surfaces, publicité, industrie agro-alimentaire) en matière de qualité nutritionnelle des produits fabriqués et distribués, de

1 En 20 ans, l'espérance de vie à la naissance des Français a augmenté de 4 années.

2 Par ailleurs, la diminution de la fréquence des cancers est faible malgré la baisse importante de la consommation de tabac à partir des années 80 et la diminution de l'alcoolisme. La mortalité par cancers est, comme pour les maladies cardiovasculaires, marquée de manière persistante par les inégalités sociales ou géographiques.

recommandations diététiques (PNNS3, GEMRCN4) fortement influencées par le lobby de l'industrie agroalimentaire. Les médecins qui sont les premiers à recevoir les victimes des maladies de l'alimentation, n'ont quasiment pas de formation à la nutrition.

En deux générations, de nombreux foyers ont perdu la connaissance ancestrale de fabrication des repas en fonction de l'activité physique. La mode des régimes amaigrissants a contribué à cette perte des repères.

De même que nous dénonçons les effets des pollutions de l'environnement sur la santé – et sur le budget de la sécu - nous devons nous battre contre les effets néfastes pour la santé d'une mauvaise

alimentation. La mise en place de programmes nationaux de prévention permettrait de faire des économies considérables sur les dépenses de santé.

Le seuil de pauvreté alimentaire est de 3,80 euro par jour. Avec cette somme, on peut se nourrir correctement en adoptant la diététique indienne (riz, lentilles, un peu de poisson, quelques fruits et légumes frais), ou les régimes des cultures traditionnelles dont l'apport en acides aminés est satisfaisant, avec des plats ternaires composés de céréales, légumes et légumineuse. Mais les plus démunis en France n'ont souvent que 2,50 euro par jour pour manger, et à ce prix, sont contraints d'aller au plus calorique. Les associations caritatives qui ont de fait la charge de nourrir les plus démunis ne sont pas en mesure de parer à l'absence de politiques publiques en matière d'alimentation.

Motion :

Les Verts, conscients que les habitudes alimentaires des Français, choisies ou non, sont responsables d'une part d'une pression insoutenable sur les pays du Tiers-monde, d'autre part d'épidémies modernes telles que diabète et d'obésité, ainsi que de pollutions (algues vertes, gaz à effet de serre, etc) et de souffrance des animaux d'élevage, s'engagent à construire, notamment dans la perspective des élections régionales, des politiques de santé publique « alimentation - nutrition » pour y remédier :

- **Programme national de recherche et d'éducation nutritionnelle (de l'école maternelle à l'université) visant à une meilleure connaissance des besoins nutritionnels, et réhabilitant la consommation des protéines végétales. Les résultats des recherches actuelles et futures doivent être intégrés rapidement**

3 Les Programmes nationaux nutrition santé - PNNS1 (1991) et PNNS2 (2006-2010) – sensés établir un socle de repère nutritionnels, qui constituent la référence française officielle à laquelle se réfèrent la plupart des diététiciens, doivent être revus de manière à mieux intégrer la consommation de protéines végétales et de produits frais, et à diminuer la part de produits carnés et laitiers.

4 Les Recommandations relatives à la nutrition (2007) du GEMRCN (Groupe d'étude des marchés de restauration collective et de nutrition) : structuration des repas autour de 5 composantes: entrée, plat protidique (viande ou poisson), garniture, produit laitier, dessert ; recommandations excessives concernant le calcium (un produit par repas), ne répondent pas aux réels besoins nutritionnels, ne mettent pas en avant la notion de plat principal composé d'un assemblage ternaire (produit animal, féculent, légumes), ne proposent pas de repas végétarien.

dans des formations (initiales ou continues) relatives à la nutrition. Ces résultats doivent concerner l'ensemble des acteurs du secteur alimentaire et contribuer à la réactualisation de l'enseignement des élèves et du personnel. En effet, la formation à la nutrition reste très souvent à l'état d'ébauche, est quasi inexistante dans les professions médicales alors que c'est par ce biais que 24% des patients s'informent en matière de nutrition.

- **Programmes régionaux et locaux spécifiques urgents pour la santé alimentaire des plus pauvres et des plus précaires, leur permettant de manger équilibré à moindre coût.**
- **Révision du Programme national nutrition santé (PNNS) et des Recommandations relatives à la nutrition du GEMRCN, et élaboration d'un Plan National Nutrition Alimentation**
- **Révision de la réglementation des marchés publics (cette réglementation aboutit à une centralisation excessive des marchés, n'encourage pas les approvisionnements de proximité et l'utilisation de produits de saison).**
- **Réglementation de l'industrie agro-alimentaire : soumise à des normes strictes en matière d'hygiène, celle-ci n'est aujourd'hui pas réglementée par des normes de qualité nutritionnelle de ses produits.**
- **Réglementation/labellisation des grandes surfaces selon la qualité nutritionnelle des produits qu'elles proposent. Amélioration des indications et de leur lisibilité.**
- **Diminution des importations végétales pour nourrir le cheptel local.**
- **Programmes locaux d'éducation au jardinage et de développement des jardins potagers**
- **Programme européen de prévention et création d'une DG Santé**

Motion adoptée à l'unanimité
Conseil National Inter Régional des Verts
Le 26 septembre 2009
Décision Cnir-09-101